



Assemblée générale

Distr. limitée
14 octobre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Deuxième Commission

Point 19 a) de l'ordre du jour

**Développement durable : mise en œuvre d'Action 21,
du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre
d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial
pour le développement durable et de la Conférence
des Nations Unies sur le développement durable**

Thaïlande* : projet de résolution

Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 55/199 du 20 décembre 2000, 56/226 du 24 décembre 2001, 57/253 et 57/270 A du 20 décembre 2002, 57/270 B du 23 juin 2003, 64/236 du 24 décembre 2009, 65/152 du 20 décembre 2010, 66/197 du 22 décembre 2011, 66/288 du 27 juillet 2012, 67/203 du 21 décembre 2012, 68/210 du 20 décembre 2013, 68/309 du 10 septembre 2014, 68/310 du 15 septembre 2014, 69/108 du 8 décembre 2014, 69/214 du 19 décembre 2014 et 70/201 du 22 décembre 2015 ainsi que toutes les autres résolutions concernant la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution 70/1 du 25 septembre 2015 intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.



pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

Réaffirmant également les dispositions de sa résolution 69/313 du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

Rappelant ses résolutions 67/290 du 9 juillet 2013, sur la structure et les modalités de fonctionnement du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, et 68/1 du 20 septembre 2013, sur l'examen de l'application de sa résolution 61/16 du 20 novembre 2006 relative au renforcement du Conseil économique et social,

Rappelant également la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement¹, l'Action 21², le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21³, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable⁴ et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg)⁵, et le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons »⁶, ainsi que le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement⁷, la Déclaration de Doha sur le financement du développement, qui est le document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey⁸, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement⁹ et les principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

² *Ibid.*, annexe II.

³ Résolution S-19/2, annexe.

⁴ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 1, annexe.

⁵ *Ibid.*, résolution 2, annexe.

⁶ Résolution 66/288, annexe.

⁷ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

⁸ Résolution 63/239, annexe.

⁹ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

population et le développement¹⁰, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing¹¹ et le document final de sa manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement¹²,

Rappelant en outre le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020¹³,

Rappelant le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024¹⁴ et la Déclaration de Vienne¹⁵,

Rappelant également les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)¹⁶,

Réaffirmant qu'il importe d'appuyer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du programme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique,

Réaffirmant la teneur de la Déclaration de Sendai et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)¹⁷, adoptés lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe,

Rappelant le Nouveau Programme pour les villes, adopté à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement humain durable (Habitat III),

Prenant acte des textes ayant fait l'objet d'un accord conclu au niveau international au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dont l'Accord de Paris¹⁸,

Réaffirmant sa volonté d'appliquer Action 21, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, notamment les objectifs et cibles assortis de délais, et les autres objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire et les objectifs de développement durable, et réaffirmant également les autres objectifs économiques, sociaux et environnementaux arrêtés au niveau international depuis 1992, ainsi que le document final qui a été adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable,

Considérant que l'élimination de la pauvreté constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face actuellement et une condition indispensable au développement durable, en particulier dans les pays en développement, et que, s'il incombe au premier chef à chaque pays d'assurer son propre développement durable et d'éliminer la pauvreté sur son territoire et si l'on ne saurait trop insister sur le

¹⁰ Résolution S-21/2, annexe.

¹¹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

¹² Résolution 68/6.

¹³ *Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011 (A/CONF.219/7)*, chap. II.

¹⁴ Résolution 69/137, annexe II.

¹⁵ Ibid., annexe I.

¹⁶ Résolution 69/15, annexe.

¹⁷ Résolution 69/283, annexes I et II.

¹⁸ Voir FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21, annexe.

rôle des politiques et stratégies nationales de développement, il n'en faut pas moins prendre des mesures concrètes et concertées à tous les niveaux pour que les pays en développement puissent atteindre leurs objectifs de développement durable correspondant aux objectifs et cibles en matière de pauvreté arrêtés au niveau international, dont ceux énoncés dans l'Action 21, dans les textes issus de conférences des Nations Unies et dans la Déclaration du Millénaire¹⁹, ainsi que dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030²⁰,

Réaffirmant qu'il faut intégrer davantage les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable à tous les niveaux, compte tenu des liens qui existent entre ces différentes dimensions, pour assurer un développement durable dans toutes ses dimensions, et soulignant de nouveau que le développement durable est un élément essentiel du cadre général des activités de l'Organisation des Nations Unies,

Considérant que l'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables au profit de modes durables et la protection et la gestion des ressources naturelles indispensables au développement économique et social constituent les objectifs primordiaux et les conditions essentielles du développement durable,

Réaffirmant l'importance de la liberté, de la paix et de la sécurité, du respect de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, le droit à un niveau de vie suffisant et le droit à l'alimentation, et l'importance de l'état de droit, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ainsi que, plus généralement, l'engagement pris en faveur de sociétés justes et démocratiques aux fins du développement,

Soulignant qu'il importe que le système des Nations Unies pour le développement soit ouvert à tous et qu'aucun État ne soit oublié lors de l'application de la présente résolution,

1. *Réaffirme* la teneur du document final intitulé « L'avenir que nous voulons », qui a été adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, et demande instamment qu'il soit intégralement mis en œuvre;

2. *Souligne* l'importance de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et des processus consacrés à l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030²⁰ et à la réalisation du développement durable auxquels elle a donné lieu;

3. *Note* à cet égard que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 s'appuie sur des éléments du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons », notamment : la création du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, dont la structure et les modalités de fonctionnement ont ensuite été fixées par la résolution 67/290; le renforcement du Conseil économique et social, défini ensuite dans la résolution 68/1; le processus qui a mené à l'adoption des objectifs de développement durable, défini ensuite dans les résolutions 68/309 et 70/1; le renforcement des liens entre scientifiques et décideurs, notamment sous la forme

¹⁹ Résolution 55/2.

²⁰ Résolution 70/1.

d'un rapport mondial sur le développement durable; le processus qui a mené à l'adoption du Mécanisme de facilitation des technologies;

4. *Se félicite* de l'adoption de sa résolution 70/299, le 29 juillet 2016, sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial;

5. *Note* la tenue, du 10 au 20 juillet 2016, de la première réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée depuis l'adoption du Programme 2030, qui a eu lieu sous les auspices du Conseil économique et social;

6. *Félicite* les 22 pays qui ont présenté les résultats de leur examen national volontaire au Forum politique de haut niveau de 2016, souligne l'engagement et le sens des responsabilités dont ils ont fait preuve et apprécie le rôle positif qu'ils jouent dans la promotion du développement durable;

7. *Prend note avec intérêt* de la déclaration ministérielle adoptée lors de la réunion du Forum politique de haut niveau de 2016²¹;

8. *Se félicite* des progrès accomplis dans le démarrage des activités des trois composantes du Mécanisme de facilitation des technologies et de la tenue du premier Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable, et souligne à cet égard qu'il faut créer sans délai la plateforme en ligne prévue dans le cadre du Mécanisme;

9. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable²²;

10. *Souligne* qu'il importe de mettre fin au cloisonnement et d'adopter des démarches innovantes et coordonnées pour intégrer les trois dimensions du développement durable – économique, sociale et environnementale – aux niveaux mondial, régional et national, et prie les organismes des Nations Unies de tenir systématiquement compte de ces dimensions et d'en accroître l'intégration à l'échelle du système;

11. *Est consciente* qu'il faut mettre en place, dans un esprit de multilatéralisme, un système économique mondial juste et équitable doté d'institutions efficaces, crédibles, responsables et légitimes pour que les pays en développement puissent tirer parti des avantages de la croissance économique mondiale et du développement durable;

12. *Réaffirme* que, par ses travaux, l'Assemblée générale fixe les grandes orientations de la réalisation du développement durable;

13. *Affirme* les effets positifs de l'action déjà entreprise et des engagements pris pour mettre en œuvre intégralement Action 21², le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21³, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg⁵, notamment les objectifs et cibles assortis de délais, et les autres objectifs de développement arrêtés au niveau international, ainsi que le document

²¹ E/HLS/2016/1.

²² A/71/212.

final issu de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, et souligne qu'il importe de continuer à les mettre en œuvre en vue de parvenir à un développement durable, en particulier dans les domaines qui ne sont pas pleinement couverts dans le Programme 2030;

14. *Prie* le Secrétariat d'établir une liste des questions, y compris nouvelles, présentant un intérêt pour ce qui est de parvenir au développement durable;

15. *Décide* d'accorder, dans le cadre du suivi de la réalisation du développement durable, toute l'attention voulue à l'action déjà entreprise et aux engagements pris dans ce domaine;

16. *Souligne* l'importance que revêtent les océans pour le développement durable, comme cela a été reconnu dans Action 21, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et diverses décisions prises par l'ancienne Commission du développement durable, et se félicite à cet égard de la décision prise dans ses résolutions 70/226, du 22 décembre 2015, et 70/303, du 9 septembre 2016, de convoquer à haut niveau la Conférence des Nations Unies pour appuyer la mise en œuvre de l'objectif 14 des objectifs de développement durable : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, qui se tiendra à New York du 5 au 9 juin 2017;

17. *Demande instamment* que les priorités de développement durable qui sont définies pour les petits États insulaires en développement dans les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)¹⁶ et qui figurent dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 soient véritablement et rapidement appliquées et que leur mise en œuvre fasse l'objet d'un suivi et d'un examen sans délai, et réaffirme que ces États demeurent dans une situation particulière sur le plan du développement durable en raison de leurs vulnérabilités spécifiques;

18. *Rappelle* les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement¹, d'Action 21 et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg concernant la consommation et la production durables et, en particulier, la demande formulée au chapitre III du Plan de mise en œuvre de Johannesburg tendant à encourager et promouvoir l'élaboration d'un cadre décennal de programmation, et considère que des changements fondamentaux dans la façon dont les sociétés produisent et consomment sont indispensables pour réaliser un développement durable à l'échelle mondiale;

19. *Accueille avec satisfaction et rappelle* les engagements pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 d'apporter des changements radicaux à la manière dont nos sociétés produisent et consomment biens et services, souligne que les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé, les autres acteurs non étatiques et les particuliers doivent tous participer à la transformation des modes de consommation et de production non durables, notamment en mobilisant, auprès de multiples sources, le soutien financier et technique qui permettra aux pays en développement de renforcer leurs capacités scientifiques et techniques et leurs capacités d'innovation en vue d'adopter des modes de consommation et de production plus durables, encourage la mise en œuvre du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables et note qu'il importe que tous les pays y participent, les pays développés montrant l'exemple en la matière, compte tenu du degré de développement et des capacités des pays en développement;

20. *Salue* l'engagement pris par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement de contribuer à la mise en œuvre effective du volet environnemental du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de manière intégrée, comme énoncé dans sa résolution 2/5²³;

21. *Réaffirme* que la promotion de modes de consommation et de production durables relève des trois dimensions du développement durable, envisagées de manière intégrée;

22. *Réaffirme également* l'engagement pris par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement d'accélérer et de soutenir les efforts visant à promouvoir des modes de consommation et de production durables, notamment grâce à l'utilisation efficace des ressources et à des modes de vie viables et, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement, d'accélérer les mesures prises pour mettre en œuvre le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, y compris sa section sur les moyens de mise en œuvre, en tant qu'instrument dans ce domaine;

23. *Souligne* qu'il est indispensable de veiller à ce que tout le monde puisse bénéficier de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement gérés de manière durable, notamment en vue d'instaurer des modes de consommation et de production durables;

24. *Prend note* de la résolution 2/8 adoptée par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement sur la consommation et la production durables²³;

25. *Décide* de charger le Forum politique de haut niveau de recevoir, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, les rapports du Conseil et du secrétariat du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables;

26. *Invite* le Président du Conseil économique et social à accorder systématiquement toute l'attention voulue aux modes de consommation et de production durables pendant toute la durée du débat du Conseil consacré à l'intégration, ainsi que lors des réunions du Forum organisées sous les auspices du Conseil;

27. *Décide* d'engager un dialogue avec l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement sur la question de la consommation et de la production durables;

28. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'intégration des trois dimensions du développement durable dans l'ensemble du système des Nations Unies²⁴, réitère l'appel lancé lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour que ces efforts se poursuivent et, à cet égard, invite le Secrétaire général à continuer de lui rendre compte, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des progrès accomplis dans ce sens, notamment afin qu'ils soient examinés par le Forum politique de haut niveau pour le développement durable;

²³ Voir UNEP/EA.2/19, annexe I.

²⁴ A/71/76-E/2016/55.

29. *Demande* aux organismes compétents des Nations Unies, agissant dans les limites de leur mandat et de leurs moyens respectifs, de veiller à ce qu'aucun pays ne soit oublié lors de l'application de la présente résolution;

30. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa soixante-douzième session, sur la mise en œuvre de la présente résolution et décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-douzième session, au titre de la question intitulée « Développement durable », la question subsidiaire intitulée « Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable ».
